

Que faire ?

Posté le : 4 octobre 2011 11:41 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Economie et politique

Sur la nature des mesures à prendre, il n'y a guère de difficultés. Sur la faisabilité politique de leur mise en œuvre, rien n'est joué.

La crise a révélé trois défaillances.

A l'échelon mondial, le système de monnaies administratives dégagées de toutes référence à un étalon quelconque, mais censées trouver leur valeur externe par le jeu de mouvements de capitaux totalement débridés et maintenir leur valeur vis-à-vis d'un indice de prix (ou d'un groupe d'indices de prix disparates) par la grâce d'une banque centrale indépendante dont l'objectif principal est cette seule stabilité, a montré qu'il ne fonctionnait pas.

En Europe la construction de l'Euro s'avère bancable et les distorsions de toutes natures qui s'y exercent rendent ces défauts rédhibitoires.

En France, la politique du chien crevé au fil de l'eau qui par facilité ou impuissance a vu depuis 1971 les prélèvements passer de 35 à 45% du PIB, la dette d'état grimper de 5% vers les 100% du PIB et la dépense publique dépasser les 55% du PIB ne pourra pas être poursuivie. Nous ne passerons pas à 55% de prélèvements, à 200% de dette d'état et à 65% de dépenses publiques par rapport au PIB ! Mettre à la cape dans la tempête ne suffira pas.

Il faut donc réorienter radicalement la politique française, restructurer la zone Euro et réorganiser le système monétaire mondial sur des bases nouvelles. Ces trois mouvements doivent être synchrones. Une politique purement française n'a aucune chance. Restructurer l'Euro sans changer l'organisation générale des monnaies dans le monde est quasiment impossible. L'idéal serait de réformer le système monétaire international puis de restructurer l'Euroland puis d'ajuster les politiques proprement françaises, chaque réforme cautionnant l'autre.

La réforme du système monétaire international passe par le retour à un étalon collectif mondial. Il faut rendre les états responsables de la conservation de la valeur de leur monnaie vis-à-vis de cet étalon et de l'équilibre de leurs balances extérieures. Seules les politiques étatiques peuvent agir suffisamment fort et avec la nécessaire variété de moyens pour atteindre cet objectif. Les banques centrales sont impuissantes à elles seules à gérer la stabilité externe des monnaies.

Il faut un esprit de coopération internationale pour réussir cette mutation. La guerre des systèmes ne mènent à rien. Faute d'un leader incontestable comme les Etats unis en 1944, la solution est plus difficile à trouver. Les Etats Unis perdront de leurs privilèges ; la Chine ne pourra plus accumuler des excédents monstrueux. Mais la poursuite de la crise et son aggravation n'est pas la solution. Si la Chine veut perdre son trésor accumulé, tout en connaissant une crise financière interne incontrôlable, qu'elle continue comme maintenant. Si les Etats-Unis veulent se retrouver ruinés, sans industries, et avec un chômage de masse durable, qu'ils continuent comme maintenant. En fait l'intérêt bien compris de tous est que la désorganisation malsaine actuelle cesse et qu'on crée un système où les doubles pyramides de crédits ne soient plus possibles et où les déséquilibres massifs de balances commerciales ou de balances de paiements ne peuvent plus perdurer.

Dès que ces décisions structurelles seront prises les entreprises retrouveront aussitôt un horizon et la panique générale sur les monnaies, les banques et l'épargne cessera. Il sera possible de commencer à amortir le surendettement global accumulé pendant les quarante années précédentes.

La réforme de l'Europe est plus complexe à imaginer compte tenu des deux options radicalement différentes qui s'affrontent. Le saut dans un fédéralisme pur, haï des peuples et qui serait un simple acte de foi (tel que Juppé l'a exprimé dans une récente interview) est une voie trop dangereuse pour être empruntée. Le démantèlement pur et simple de l'Euro n'est pas plus réaliste. Mais il faut agir puisque le statu quo s'avérera intenable.

L'idéal serait qu'une fois la réforme internationale du système monétaire faite, l'Europe s'engage sur une gestion de parités fixes mais ajustables des principaux blocs qui la composent : Royaume Uni, zone Euro, pays candidats etc. Dans la zone Euro une possibilité de sortie temporaire, avec restauration d'une monnaie transitoire gérée par la BCE, serait permise. Les monnaies en transition ne seraient pas négociables sur le marché monétaire et la transition serait gérée par une tutelle européenne provisoire. Ce mécanisme jouerait aussi bien pour les économies ayant un avantage compétitif grossièrement surévalué par des politiques mercantilistes ou pour celles qui seraient en déficit grave de compétitivité. Une harmonisation plus poussée des politiques générales (budgétaire, sociale, règlementaire) est nécessaire mais elle doit être conduite et pas seulement postulée par des normes. L'organisation de ce pilotage n'a pas une importance cruciale. Plusieurs formes sont possibles. L'important c'est qu'il y en ait une.

Le schéma idéal de réforme de l'Euroland intégrerait la Suisse, calant définitivement l'édifice en supprimant jusqu'à l'idée de spéculer contre l'Euro. Un tarif extérieur commun serait remis en place notamment avec pour mission d'ajuster les décalages commerciaux excessifs ou de tenir compte des différences de réglementation. Ce TEC doit être défensif et non pas offensif. Il redonnera un sens à l'adhésion à l'Union, puisqu'il ne restera pas beaucoup d'espoir de croissance pour les pays hors Union, alors qu'aujourd'hui c'est l'inverse. La Banque centrale européenne se verrait attribuer un triple objectif : stabilité des prix ; stabilité des changes ; plein emploi.

La France dans un tel cadre ne peut plus espérer continuer à produire un budget dont à peine plus que la moitié des dépenses soit couverte par l'impôt. Comme nous sommes au sommet de l'imposition possible cela passe par une rupture complète du schéma "prélèvements massifs - redistribution par subventions ou par niches". Tous les secteurs économiques marchands actuellement financés par l'impôt doivent s'attendre à un assèchement des financements publics. On ne peut pas à la fois financer la presse, l'agriculture, l'ensemble des activités culturelles, le transport, le bâtiment, diverses industries, la banque etc. Chaque secteur doit trouver son équilibre naturel hors de l'interventionnisme brouillon de l'Etat. L'anomalie qui veut qu'il y ait en France 25% de la population active dans des statuts protégés et peu productifs, là où nulle part on ne dépasse 20% doit disparaître. L'action sociale doit être totalement repensée : des instances sociales unifiées doivent pouvoir au plus près du terrain jouer sur un panel de moyens pour aider temporairement les familles à passer une difficulté (fusion de toutes les aides au logement, aux études, au chômage etc., les instances d'instructions dans le cadre d'un budget global gérant au mieux les diverses possibilités). La sécurité sociale ne pourra plus financer aussi généreusement le petit risque. Les aides devront être recentrées et probablement fortement réduites. Les hôpitaux seront certes gérés à l'acte mais sur la base d'un budget régional unique et fixé. Le prix de l'acte pourra être ajusté pour rester dans le cadre du budget global.

Cet énorme redéploiement de ressources passera par une baisse massive de l'imposition globale après la phase initiale de reprise en main des finances publiques qui suppose de toute façon une

hausse de la TVA et une baisse de même montant des charges sociales.

Au final Il faut récupérer 8 à 10 points de PIB.

La politique coûte trop cher en France. Il faut réduire le nombre de députés et de sénateurs, supprimer le Conseil économique et social et une bonne centaine d'observatoires ou de "machins" plus ou moins bucoliques. On doit interdire les cumuls de rémunérations publiques et plafonner les doubles rémunérations publiques et privées, aligner les impositions et les retraites publiques sur le reste de la population. Les régions doivent perdre toute initiative sur les recettes. Les dotations doivent venir de l'Etat et être calculées au prorata de la population. La région aura la charge exclusive de certaines prestations et s'organisera comme elle l'entend. Elle ne pourra emprunter que dans le cadre de plans adoptés par le Parlement. Le département disparaît. L'Europe ne pourra pas être mise à contribution pour financer les projets dont la responsabilité exclusive appartient à la région. La mise en application de politiques européennes ayant des effets en région sera gérée par le gouvernement. Les municipalités devront se regrouper afin d'atteindre une taille critique minimale. Elles seront également dotées en fonction du nombre d'habitants et perdront le pouvoir de création de taxes spécifiques. Elles cesseront d'être bénéficiaires d'impositions affectées, à l'exception de la collecte de certains droits associés à l'exercice de différentes activités économiques sur leurs territoires. Il va de soi qu'on oublie les réductions de temps de travail, les conventions dans ce domaine étant restituées au domaine de la négociation de branche et la retraite passera partout à 67 ans pour le taux plein. Le SMIC redeviendra un SMIG. Les allocations chômage publiques seront plafonnées, à charge pour les entreprises et leurs salariés de définir des politiques particulières. Les stocks options seront réservées aux cadres de start-up. L'ISF sera supprimé. En revanche l'ensemble des rémunérations quelle qu'en soit la nature (salaires, revenus financiers, etc.) sera traité de façon identique. L'impôt sur le revenu sera partiellement retenu à la source. La CSG et l'impôt sur le revenu ne seront pas fusionnés.

Ce plan ne prévoit pas de hausse des impôts dévolus à l'Europe. Il ne prévoit pas de taxe carbone sinon en élément du TEC. Il ne prévoit pas la couverture du "quatrième risque" laissé à la responsabilité des familles dans le cadre d'un régime général adapté (les sommes versées au titre de ce risque seraient déductibles de l'impôt sur le revenu et de la CSG à hauteur d'un maximum dépendant des conditions de revenu du bénéficiaire).

On constatera que ce plan n'est pas exactement dans les esprits en France. Le bal des prétendants socialistes a montré une absence à peu près totale de prise de conscience et de l'ampleur de ce qu'il faut faire et des points d'application vitaux des réformes nécessaires. Les Verts n'ont aucun diagnostic et aucune perspective sinon celle d'une décroissance malthusienne dans l'aigreur. La droite gouvernementale mène une politique qui contrairement à la "rupture" annoncée continue grosso modo le laisser-aller précédent et surtout ne comprend pas les enjeux globaux. On tente de conserver ce qui existe en faisant un peu mieux. Et on est constamment dépassé par les événements.

Inutile de dire qu'annoncer du sang et des larmes n'a rien de réjouissant pour un candidat à l'élection présidentielle ni pour le parti qui le soutient. La faisabilité politique du programme évoqué n'a rien d'une évidence. Mais sans un cap clair et une volonté d'airain, comment progresser ?